La Transition démocratique en Espagne après la mort de Franco (1975-1985)

Jean-Pierre Pister

Les racines franquistes de la *Transición* (1948-1975)

À la différence des dictatures de l'Axe écrasées en 1945, le régime de Franco a pu survivre pendant trois décennies, dès lors qu'il était resté officiellement non belligérant pendant la guerre, en dépit de quelques services rendus à Hitler, tel que l'envoi d'une division, « Azul », qui a combattu, brièvement, les Soviétiques sur le front de l'Est. Cette neutralité a facilité, de fait, le débarquement anglo-américain en Afrique du nord en novembre 1942, ce qui vaudra à Franco de recevoir une lettre de reconnaissance signée par le président Roosevelt lui-même.

Mais, à partir de 1945, l'Espagne reste, pour quelque temps, laissée à l'écart de la vie internationale. Ainsi les relations avec la France sont interrompues de 1946 à 1948. Mais l'anticommunisme foncier du régime va lui servir dans le cadre de la Guerre froide. De plus, dès cette époque, le dictateur semble avoir souhaité que lui succède un régime de type monarchique, le dernier roi d'Espagne, Alphonse XIII, ayant abdiqué en 1931 et étant décédé à Rome dix années plus tard. Son successeur légitime, pouvant prétendre à la couronne, est son fils, l'Infant Don Juan de Bourbon, qui se fera titrer « Comte de Barcelone ».

Franco n'entend pas renoncer à l'exercice des pouvoirs dictatoriaux, mais, en 1947, il proclame que l'Espagne redevient, théoriquement, une monarchie dont il serait le régent. Il récuse, comme successeur éventuel, Don Juan de Bourbon, qui passe pour être d'un libéralisme inspiré par le modèle anglo-saxon. Après plusieurs intrigues, le « Caudillo » (titre en usage pour désigner le chef de l'État) accepte cependant de s'entretenir avec l'Infant à bord de l'*Azul*, amarré au large de Saint-Sébastien, le 25 août 1948. Au terme d'une longue discussion, il s'entend alors avec Don Juan de Bourbon pour que le fils aîné de ce dernier, Juan Carlos, petit-fils d'Alphonse XIII, alors âgé de dix ans, soit éduqué en Espagne.

Dans les années 1950, en pleine Guerre froide, l'Espagne s'intègre peu à peu à la vie internationale avec l'accord implicite de Franco. Un début d'ouverture est alors opéré par des ministres technocrates appartenant à l'*Opus Dei.* En 1953, le pays signe des accords militaires avec les U.S.A. ainsi qu'un concordat avec le Vatican. Deux ans plus tard, il est intégré comme membre de l'O.N.U. Suivent ensuite une admission au F.M.I. et à l'O.C.D.E. à partir de 1958. En décembre 1960, une visite d'État est organisée à Madrid, avec un certain éclat, en l'honneur du président des États-Unis Eisenhower qui termine alors son second mandat. Peu après, Franco rencontrera le président égyptien Nasser, en route pour l'assemblée générale de l'O.N.U. à New York. Beaucoup plus tard, en juin 1970, le Caudillo accueillera, en visite privée, dans sa résidence du Pardo, le général de Gaulle, alors retiré du pouvoir. Depuis quelques années, les deux chefs d'État entretenaient une correspondance particulièrement courtoise, aujourd'hui accessible dans les volumes des éditions Plon, contenant l'essentiel des textes gaulliens. C'est dans ce contexte que l'Espagne, alors largement sous-développée, entre rapidement dans l'ère industrielle. On voit sa société découvrir les plaisirs de la consommation, encouragée par les

bénéfices du tourisme de masse. Les grands magasins *Corte Ingles* se multiplient dans les grandes villes du pays. FIAT fonde une industrie automobile sous le label SEAT.

La rigueur de la dictature se trouve ainsi légèrement atténuée, et la presse très partiellement libéralisée par la réforme de 1966. Mais, dans les années 1970, le régime se durcit de nouveau avec les procès de Burgos contre les terroristes basques de l'E.T.A. et, avec comme conséquence, un certain nombre d'exécutions capitales. En décembre 1973, est assassiné l'amiral Carrero Blanco, proche collaborateur de Franco et second personnage de l'exécutif. Il est remplacé par Arias Navarro, quasi premier ministre et franquiste intégriste. C'est dans ce contexte souvent paradoxal que le jeune prince Juan Carlos est élevé dans un cadre strictement militaire et breveté dans les trois armées. On ignore alors qu'il aurait l'ambition, le moment venu, d'œuvrer pour établir la démocratie. On ne sait pas qu'il a secrètement commencé à lier des contacts avec plusieurs milieux de l'opposition, alors clandestine. Le 14 mai 1962, il épouse à Athènes la princesse Sophie de Grèce, fille du roi Paul Ier et future reine d'Espagne.

Le 22 juillet 1969, à la demande du chef de l'État, les « Cortés franquistes », simple chambre d'enregistrement, proclament Juan Carlos « Prince d'Espagne », et l'instituent comme successeur du Caudillo avec le titre futur de roi. Le prince jure alors d'être fidèle aux principes du « Movimiento », c'est-à-dire à l'essentiel du franquisme. Il lui sera aisé, quelques années plus tard, de renier ce serment en « passant de la loi à la loi », selon l'expression de Torcuato Fernàndez Miranda, son principal conseiller et son professeur en droit constitutionnel.

En octobre 1975, Franco, alors âgé de 83 ans, tombe gravement malade. Il subit, vainement, plusieurs opérations, et son agonie se prolonge durant plusieurs semaines, entretenue par son gendre, médecin, qui souhaitait différer la succession le plus longtemps possible. Le Caudillo finit par succomber le 20 novembre 1975.

Un nouvel État de droit (1975-1980)

Lui succède alors le prince Juan Carlos de Bourbon, qui hérite du titre de roi, selon les dispositions adoptées en 1969. Le nouveau souverain est intronisé le 22 novembre suivant par les Cortès franquistes qui finiront par se saborder. Il s'exclame alors « Viva España » et non « Arriba España », comme c'était l'usage jusqu'alors.

Après quelques mois d'incertitude, le roi engage rapidement une réforme politique, mise en place par Adolfo Suárez, choisi par le souverain comme chef du gouvernement en juillet 1976, avec l'aide de Torcuato Fernàndez Miranda, alors promu président des Cortès renouvelées, désormais élues au suffrage universel. Cette réforme fondamentale est approuvée par référendum. Se trouve, peu à peu, mise en place une monarchie de type constitutionnel, en partie inspirée par le modèle des régimes en usage dans l'Europe du nord, même si le roi reste le chef suprême des armées. Une nouvelle constitution est approuvée par un nouveau référendum, le 6 décembre 1978, et les premières élections législatives ont lieu en mars 1979. La reconnaissance des oppositions se trouve légalisée, y compris celle du Parti communiste espagnol ou P.C.E., jusqu'alors en exil, en avril 1977. Le roi rencontre avec courtoisie son leader, Santiago Carillo, avec lequel il avait noué des contacts secrets établis par l'intermédiaire du dictateur roumain Ceausescu, rencontré lors des solennités de Persépolis en 1971. Il faut préciser que le P.C.E. a accepté de jouer la carte de la *Transición* en acceptant la monarchie et son drapeau, avec l'intention d'éviter une nouvelle guerre civile.

Le « 23F » (23 février 1981)

Mais cela induit un malaise réel au sein de l'armée, dont certains cadres sont restés fidèles à l'héritage franquiste. De plus, leur désarroi est encouragé par la multiplication des attentats au Pays basque, organisés par l'E.T.A. Le 23 février 1981, un groupe d'officiers supérieurs de la *Guardia Civile*, commandé par le capitaine général Antonio Tejero, tente un coup d'État en prenant en otages les parlementaires siégeant au Congrès des députés, la « Chambre basse » des nouvelles « Cortès Generales ». On procédait alors à l'investiture d'un nouveau chef de gouvernement, Leopoldo Calvo-Sotelo, en remplacement d'Adolfo Suárez, usé après cinq années de pouvoir. A Valence, le général Milans del Bosch fait sortir ses chars dans la ville.

Certains supposent et espèrent que le roi pourrait soutenir cette tentative de coup d'État. Mais, dans la nuit, à 1 heure 15, le souverain apparaît à la télévision et exige le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel. Les gouverneurs militaires des provinces finissent par obéir à l'ordre royal et rentrent dans le rang.

L'alternance et la consolidation de la *Transición* (1982-1985)

L'échec de ce coup d'État, dit du « 23F », renforce la jeune démocratie. Ainsi les élections législatives du 28 octobre 1982 débouchent sur une véritable alternance, avec la constitution d'un gouvernement présidé par le socialiste Felipe González, leader du P.S.O.E. ou Parti Socialiste Espagnol.

Rien ne s'oppose, désormais, à l'admission de l'Espagne dans les grandes institutions internationales. Le 12 juin 1985, est signé le traité qui permet l'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne, avec l'entrée en vigueur au 1er janvier suivant. Le 12 mars 1986, l'intégration du pays dans l'O.T.A.N. est approuvée par référendum. Ainsi, après une décennie, l'Espagne franquiste, dictature très légèrement amendée depuis les lendemains de la guerre civile, peut être considérée, désormais, comme une démocratie européenne à part entière. Le roi Juan Carlos voit son prestige renforcé et il bénéficie, jusqu'aux années 2000, d'un respect et d'une popularité unanimes. L'année 1992 témoigne du prestige international de l'Espagne avec l'Exposition universelle de Séville et les Jeux olympiques de Barcelone.

Hélas, ces dernières années ont été marquées par de graves atteintes au prestige du roi, compromis par une malencontreuse chasse à l'éléphant en Afrique, organisée en pleine crise économique, par des rumeurs plus ou moins fondées de pratiques financières douteuses avec certains pays du Golfe, et par l'incarcération d'un de ses gendres pour corruption. Faisant preuve d'une réelle sagesse, Juan Carlos préfère abdiquer le 18 juin 2014, et son fils, l'Infant Felipe, devient ainsi le nouveau roi d'Espagne, Felipe VI ou *Felipe Sexto.* En dépit d'une fin de règne décevante, le roi Juan Carlos Ier restera un acteur majeur de l'histoire de l'Espagne, dans le dernier quart du XXe siècle et au début du siècle suivant.

Éléments de bibliographie (classés par ordre de parution)

En français

- Guy HERMET, *L'Espagne au XXe siècle,* PUF, 1992.
- Andrée BACHOUD, *Franco ou la réussite d'un homme ordinaire,* Fayard, 1997.

- Bartolomé BENASSAR, *Franco,* Tempus, 2002.
- Benoît PELLISTRANDI, *Histoire de l'Espagne, des guerres napoléoniennes à nos jours* , Perrin, 2013.
- Laurence DEBRAY, *Juan Carlos d'Espagne,* Perrin, 2019.
- JUAN CARLOS IER D'ESPAGNE, *Réconciliation. Mémoires* (écrits directement en français avec la collaboration de Laurence Debray), Stock, 2025. Édition simultanée en espagnol

En espagnol

- Leopoldo CALVO-SOTELO, *Memoria viva de la Transición,* Paperback, 1990.
- Alfonso PINILLA-GARCIA, *La Transición en España. España en transición: Historia reciente de nuestra democracia,* Alianza Ensayo, 2021.
- Paul PRESTON, *Juan Carlos. Un Rey de un pueblo,* Édition « actualizada », nouvelle édition, 2023.